

PARIS (MPE-Média) – Le Conseil national de l'Industrie a initié récemment une « réflexion stratégique » à propos du devenir de la filière aluminium française, lors d'une réunion parisienne à laquelle participaient l'ensemble des acteurs, a-t-on appris de source syndicale. Eléments du discours.



Le site Rio Tinto Alcan de Saint-Jean-de-Maurienne (ph SD Archives MPE-Média)

Le ministre du Redressement productif M. Montebourg a présidé à la mi-février une table ronde sur la filière de l'aluminium qui réunissait tous les acteurs du secteur, syndicats et entreprises notamment.

M. Arnaud Montebourg a proposé de constituer, dans le cadre d'un nouveau comité stratégique de filière « extraction et première transformation des métaux », au sein du Conseil national de l'Industrie, un groupe de travail qui approfondira sept thématiques qui sont autant d'enjeux pour le devenir de la filière aluminium : innovation et recherche et développement, efficacité énergétique, usage, recyclage, stratégie capitaliste (nationale, européenne, mondiale), exportation et politique commerciale, emploi et compétences.

La FGMM-CFDT et la FCE-CFDT disent saluer « l'engagement de cette démarche. » Elles ont demandé que le fil rouge en soit le maintien d'une filière française intégrée, de la production du métal primaire à l'utilisation, en passant par le recyclage et par la transformation, et transversalement, par la pérennisation des capacités de recherche et d'innovation.

Saint-Jean-de-Maurienne toujours menacé

« La situation de la filière industrielle de l'aluminium est incertaine en France et en Europe », affirment les cadres de la CFDT. « Les grands groupes miniers producteurs d'aluminium (Alcoa, Rio Tinto, UC Rusal), ont tendance à réduire leurs capacités de production de métal primaire pour maintenir et améliorer leurs résultats financiers qui sont excellents, ou pour soutenir les prix, à relocaliser la production sur des zones à faibles coûts de production, notamment d'énergie. C'est ainsi que l'avenir du site de Saint-Jean-de-Maurienne est menacé », note la FGMM-CFDT.

Pour la FGMM et la FCE-CFDT, il faut éviter « un effet domino qui verrait la délocalisation de la production primaire entraîner celle de la transformation puis celle des utilisateurs et conduirait à terme à la disparition des capacités de recherche. Il y a entre tous ces segments une interdépendance de proximité, une synergie qu'il faut développer comme facteur de compétitivité économique et d'excellence technologique et professionnelle. »

« La demande mondiale reste et restera élevée, à moyen terme une augmentation des capacités est probable en Chine, en Inde et au Moyen-Orient. Ce métal est utilisé dans des secteurs de plus en plus nombreux, il est stratégique pour l'aéronautique, les câbliers, le bâtiment, de plus en plus l'automobile, etc. Sa recyclabilité en fait un matériau d'avenir dans un contexte de développement durable et d'économies des ressources », poursuit la CFDT.

Pistes de travail possibles

Les enjeux sont multiples pour cette filière, ajoute la centrale qui détaille plusieurs pistes de travail possibles :

- Pour le segment R&D Technologies, la position leader de la France doit être préservée. Le maintien de cette filière sur le sol européen est un atout pour le développement de technologies bas carbone.

- Pour le segment électrolyse, l'efficacité énergétique est la clef de l'avenir.

- Pour le segment transformation, il faut sécuriser l'approvisionnement par le maintien de production d'électrolyse de proximité et par le renforcement des réseaux de récupération du métal.

- La localisation en France des utilisateurs finaux dépend notamment de la proximité avec la production et la transformation.

En outre, la FGMM et la FCE-CFDT demandent que soit dressée au plus vite une cartographie descriptive de cette filière et de ses sous-ensembles, qui sont aujourd'hui éclatés, afin de cerner avec précision les enjeux, les atouts et les faiblesses, et les voies d'une pérennisation du secteur et de ses emplois.

Contacté à ce propos, le Ministre du Redressement Productif n'a pas répondu à nos questions sur ces enjeux.

La Rédaction

SOUSCRIPTIONS, LIENS COMMERCIAUX SUR MPE-MEDIA « MATIERES PREMIERES ENERGIES MEDIA »

TARIFS DES SOUSCRIPTIONS A LA LETTRE ET AU SITE INTERNET MPE-MEDIA :

LETTRE MPE-MEDIA + SITE WEB: 690€ HT/AN, **1.350€ HT/2 ANS**

LETTRE MPE-MEDIA*: 395€ HT/AN, **750€ HT/2 ANS**

SITE WEB MPE-MEDIA* : 295€ HT/AN, **550€ HT/2 ANS**

*PRIX DE BASE POUR DEUX ADRESSES DE COURRIEL PAR ENTREPRISE, TARIFS DEGRESSIFS POUR 3 A 10 ADRESSES ET PLUS

MPE M

TARIFS DE LA PUBLICITE, DES MESSAGES COMMERCIAUX OU « CORPORATE » DES ENTREPRISES

LIEN COMMERCIAL DIRECT DE WWW.MPE-MEDIA A VOTRE SITE : 990€ HT/AN, **1.800€ HT/2 ANS**

PUBLICITES SUR LETTRE & LE SITE WEB MPE-MEDIA : 90€ HT/LETTRE, 990€ HT/AN (12 EDI

PAIEMENT SUR FACTURE ENVOYÉE À RECEPTION DES COMMANDES

RENSEIGNEMENTS ET DEMANDE DE SOUSCRIPTIONS A ADRESSER A :

MPE-MEDIA EDITIONS

TEL : +336 60 58 89 26

contact@mpe-media.com

WWW.MPE-MEDIA